Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

CCI de Vaucluse : le patronat vauclusien veut tourner la page



Après l'épisode rocambolesque 'des Tuche', la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse va se doter d'une nouvelle gouvernance suite à sa mise sous tutelle par les services de l'Etat en début d'année. Conscient des enjeux existentiels de cette élection pour l'avenir de la CCI 84, le patronat vauclusien entend afficher son unité lors de ce scrutin où une seule liste sera en lice : celle d'Anne Benedetti qui portera les couleurs du Medef, soutenu par l'U2P, afin de devenir la première femme à la tête de l'établissement consulaire départemental. Le tout avec le soutien de la CPME 84, pour l'instant…

« Je veux mener une liste d'union et rassembler l'ensemble des entreprises pour redonner à la CCI de Vaucluse la place qui doit être la sienne. C'est pourquoi, je suis fière d'être tête de liste du Medef Vaucluse, soutenue par l'U2P 84, » insiste Anne Benedetti qui conduira une liste unique lors de ce scrutin consulaire qui débute ce lundi 29 juin jusqu'au vendredi 10 juillet prochain.

« Ma liste est composée de 34 chefs d'entreprise, de petites, moyennes et ETI, de grandes entreprises, qui sont implantées sur tout le territoire de Vaucluse, poursuit celle qui est à la tête de l'entreprise avignonnaise éponyme. Des personnes engagées et intergénérationnelles. Des chefs d'entreprise

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

formidables : compétents et experts qui connaissent le terrain » (retrouvez ici le détail de la liste d'Anne Benedetti).



De gauche à droite : Nordine Saihi, président de l'U2P 84, Anne Benedetti, tête de liste, et Roland Paul, président du Medef 84. Crédit : Echo du mardi

> « Il faut fédérer. »
>
> *Anne Benedetti*

Les raisons d'une candidature

« C'est surtout pour défendre l'intérêt collectif du tissu économique vauclusien », précise la tête de liste pour justifier sa candidature avant de marteler : « Il faut fédérer. Il faut être entouré de toutes les entreprises du Vaucluse pour agir au bénéfice de la CCI 84. Car la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse est un acteur stratégique solide et incontournable au développement économique et social local. »

« Je crois que l'enjeu pour le Vaucluse est à l'image d'une entreprise, complète Roland Paul, président du Medef 84 également présent sur la liste. Pour qu'une entreprise fonctionne bien, pour qu'un écosystème économique fonctionne bien, il faut que tout le monde travaille dans le même sens. C'est pour cela que nous avons travaillé avec toutes les organisations patronales à la constitution de cette liste d'union. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Election à la CCI de Vaucluse : découvrez le détail de la seule liste en lice

Une unité patronale inédite
Sur la ligne de départ de cette élection consulaire, le Medef de Vaucluse (ndlr : qui a entamé son renouveau sous la présidence de Roland Paul, président de GSE, une des pépites de l'économie du département basée à Avignon) s'est positionné très tôt sur sa volonté de briguer la présidence de la CCI 84. Conscient des enjeux d'apaisements indispensables à un retour de la bonne marche dans la gouvernance de la chambre vauclusienne, le choix de la très consensuelle mais affirmée Anne Benedetti, ancienne présidente du Medef en 2018 (voir encadré 'Portrait : Qui est Anne Bendetti ?') est apparu comme une évidence. Suffisamment en tout cas pour que l'U2P 84 (Union des entreprises de proximité) rejoigne la dynamique avec une petite dizaine de candidats sur les 34 membres de la liste d'Anne Benedetti.

La première présidente de la CCI de Vaucluse depuis près de 130 ans !
Si Anne Benedetti est élue, elle sera la première femme à exercer la fonction de présidente de la CCI de Vaucluse depuis la création des chambres en 1898. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle sera la seconde à occuper ce siège après Nicole Peloux dans les Alpes de Haute-Provence entre 2010 et 2016. Anne Benedetti devrait être la 15e présidente d'une CCI en France.

De son côté, la CPME de Vaucluse n'a pas souhaité présenter de candidat sur cette liste. En effet, la première organisation patronale du département était dans une phase de transition lors de la constitution de la liste après le départ de Bernard Vergier, son président historique, et l'arrivée de son successeur, Denis Duchêne. De plus, l'organisation patronale qui vient de changer de nom au niveau national en devenant 'Les entrepreneurs' n'a pas forcément vu l'intérêt de participer à une mandature d'une durée aussi courte. Pour autant, la CPME 84 a décidé de jouer collectif et, même si elle n'est pas 'dedans', la confédération vauclusienne a annoncé soutenir la candidature d'Anne Benedetti.

« La garantie : c'est l'honnêteté. »

Nordine Saihi, président de l'U2P 84

« C'est historique qu'en Vaucluse les organisations professionnelles officialisent leur union, se félicite Nordine Saihi, président de l'U2P 84. A terme, il faut espérer que la CPME nous rejoigne car nous avons tous à y gagner », insiste celui qui, avec William Baud, fait figure de rescapé de la précédente mandature. « Aujourd'hui, nous n'avons plus d'étiquette. Nous sommes là pour l'intérêt général », poursuit le président de l'U2P de Vaucluse.

Interrogé sur le fait que ses représentants ont auparavant démissionné deux fois, entraînant chaque fois

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

la mise sous tutelle de la CCI84, suite à des décisions pourtant votées en assemblée générale, Nordine Saihi se justifie lorsqu'on lui demande s'il y aura une troisième fois : « La garantie : c'est l'honnêteté. Si je n'étais pas sorti, cela voulu dire que je serais resté malgré moi, malgré mes convictions, malgré mon intégrité. Et à partir de là, j'aurais été dans de l'hypocrisie. Je reste persuadé qu'en ayant agi de la sorte je suis honnête avec moi-même et honnête avec les personnes qui nous ont donné mandat et qui, effectivement, se sont retrouvées dans une histoire qui n'était pas digne d'être une histoire commune. »

Une élection, mais pour quoi faire ?

« Cette mandature sera très courte rappelle Roland Paul. Cela devrait durer environ un an avant qu'il y ait de nouvelles élections générales (ndlr : prévue officieusement à ce jour pour l'automne 2027). Nous serons donc essentiellement là pour gérer les affaires courantes, apprendre à se connaître, et puis travailler sur la feuille de route de la mandature suivante avec la CPME si elle le souhaite. »

Plusieurs dossiers nécessiteront cependant d'être traités prioritairement, à commencer par le restaurant bistronomique le Quai des saveurs placé en redressement judiciaire le 7 mai dernier et fermé depuis le début du mois.

« Actuellement, il y a une commission d'administration provisoire qui a décidé d'ouvrir une procédure de redressement judiciaire, précise Anne Benedetti. Une nouvelle audience aura lieu en juillet pour savoir s'il y a d'éventuels repreneurs sur les rangs. »

Quid de Nextech et de la DSP de l'aéroport ?

Si le sujet du Quai des saveurs semble en cours de règlement, d'autres dossiers qui avaient cristallisés les désaccords lors de la précédente mandature de Gilbert Marcelli sont toujours sur la table : la reprise de l'école Nextech et la DSP (Délégation de service publique) de l'aéroport d'Avignon.

Pour Nextech, l'établissement de formation industrielle de la CCI basé dans la zone d'Agroparc, Anne Benedetti est catégorique : « La mission d'une CCI, c'est aussi former nos jeunes. Après l'éducation nationale, les CCI sont le deuxième formateur en France. Nous avons plus de 1 000 apprenants actuellement. Donc Nextech, cela fait partie de notre rôle. »

> « Concernant la DSP de l'aéroport, il y aura un choix, mais ça ne sera pas la CCI Vaucluse. »
>
> *Roland Paul, président du Medef 84*

« Concernant la DSP de l'aéroport, j'aurais bien aimé que ça reste ici, regrette le patron du Medef local. Les dés sont un petit peu jetés avant que l'on arrive puisqu'il y a eu un appel d'offres où la CCI Vaucluse n'est pas en première ligne. »

« Elle aurait pu, mais elle n'y sera pas, insiste Roland Paul. Il y a deux structures qui ont répondu. Il y aura un choix, mais ça ne sera pas la CCI Vaucluse. »

Pas si sûr cependant, car la Région Sud, propriétaire de l'aéroport de la cité des papes qui en délègue la gestion, a retiré quelques jours avant son terme l'accès à la consultation de cette DSP sur Sud Marchés publics, sa plateforme d'appels d'offre. Une irrégularité (volontaire ?) qui offre cependant la possibilité

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

d'entraîner la nullité de la procédure en cas de recours.

Portrait : Qui est Anne Benedetti ?
« Les gens me connaissent, ils savent que je suis très attachée au Vaucluse », rappelle Anne Benedetti, dirigeante de la société avignonnaise familiale de BTP Benedetti SA spécialisée dans les façades. En effet, faute de liste concurrente, celle qui devrait être sans coup férir la future présidente de la CCI de Vaucluse est très impliquée dans la vie locale. Anne Benedetti est, entre autres, administratrice de la Fédération du bâtiment de Vaucluse depuis 2010, marraine de la fondation 'Un avenir ensemble' de la grande chancellerie de la légion d'honneur en Vaucluse, administratrice de la zone d'activité de Fontcouverte à Avignon depuis 2014, administratrice et trésorière du Geiq BTP 84 depuis 2013, membre du CESER Paca depuis 2023… En décembre dernier, elle a reçu le prix de dirigeante de l'année pour les actions RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) menées dans le cadre du club des entreprises qui s'engagent en partenariat avec Face Vaucluse et les services de la préfecture de Vaucluse.
Au niveau national, Anne Benedetti est aussi administratrice à la SMABTP-vie depuis 2018 ainsi qu'à l'assurance l'Auxiliaire depuis 2019.

Le défi de la transmission d'entreprise à relever
Durant ce court mandat, la future présidente entend aussi mettre immédiatement l'accent sur la problématique de la transmission des entreprises.
« A l'heure actuelle, 56% des chefs d'entreprises de la région ont plus de 60 ans alors que la moyenne nationale est de seulement 41%, indique Anne Benedetti. Dans les 10 ans cela va devenir un sujet majeur, particulièrement dans le Vaucluse. Il y a des personnes formidables au sein des services de la CCI qui ont le rôle d'appuyer et d'accompagner les entreprises dans ces démarches de transmission. Encore faut-il que les entrepreneurs aient conscience qu'ils arrivent à un âge où ils doivent se préparer à passer la main. »

> « Les problèmes, je les règle les uns après les autres. »
>
> *Anne Benedetti*

Des problèmes internes à régler également
Au-delà de cette actualité, la nouvelle gouvernance devra gérer quelques autres sujets épineux concernant le fonctionnement interne propre à la CCI de Vaucluse. Des accusations de harcèlement et même de racisme, des dénonciations anonymes auprès du Comité social et économique de la CCI Paca, des procédures disciplinaires pour fautes lourdes en suspens…
« La justice fera ce qu'elle a à faire et nous prendrons acte de ce qui sera indiqué », précise sobrement Anne Benedetti.

Peu favorable à un audit externe, Roland Paul prône plutôt un bilan interne de la situation.
« C'est certain qu'il faut savoir où nous en sommes avant de pouvoir définir le cap que nous voulons

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

suivre, explique-t-il. Je m'attends surtout à rencontrer une équipe qui a d'énormes capacités pour aider les entreprises. Des gens qui actuellement ont été montrée du doigt en raison de la mise sous tutelle. Je pense qu'il y a la possibilité de remettre en route un système qui a tout pour fonctionner. Je n'ai pas de doute là-dessus. »
« Je suis une chef d'entreprise avant tout, complète Anne Benedetti. Donc les problèmes, je les règle les uns après les autres. Et puis, je suis très bien entourée. J'ai cette chance-là. »

> « Il n'y a pas que la CCI qui va mal, il y a aussi des entreprises qui vont mal. »
>
> *Nordine Saihi, président de l'U2P 84*

« Il n'y a pas que la CCI qui va mal, il y a aussi des entreprises qui vont mal, rappelle pour sa part Nordine Saihi. On a un territoire pauvre. Aujourd'hui, nous avons une CCI qui a de nombreux outils d'accompagnement et d'aide aux chefs d'entreprise. Nous sommes là pour l'intérêt général. On essaie vraiment de faire au mieux et d'avancer dans ce sens-là.

L'enjeu ? reconnecter les entrepreneurs avec la CCI
« L'histoire a fait que les chefs d'entreprise sont malheureusement assez loin des CCI, regrette Roland Paul. Pourtant, il y a vraiment une capacité de fonctionnement et d'accompagnement. Nous serons donc là avant tout pour prendre en compte les demandes des entreprises et répondre à leurs besoins. »

« Il faut aussi savoir qu'en Vaucluse nous avons un écosystème particulier. Plus de 70% des entreprises du département ne dispose d'aucun salarié. Ce sont des gens qui travaillent très seuls alors l'on sait tous que pour bien fonctionner, il faut travailler ensemble. Il va donc falloir résoudre cette équation qui n'est pas simple. »

> « Nous allons tout faire pour faire avancer le département. »
>
> *Anne Benedetti*

« Dans les cas, poursuit Anne Benedetti, nous serons là pour apaiser la gouvernance et rétablir la confiance. Nous allons recentrer la CCI sur ses missions essentielles : appui aux entreprises, formation, équipements ainsi que de renforcer son influence auprès des collectivités et du réseau consulaire. Nous allons tout faire pour faire avancer le département. »

Laurent Garcia

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

La future présidente compte sur le soutien des maires de Vaucluse

« Dans un contexte exceptionnel marqué par la mise sous tutelle préfectorale de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse, des élections doivent être organisées dans des délais particulièrement contraints », rappelle Anne Benedetti dans un courrier adressé aux 151 maires de Vaucluse.

« Dans ces circonstances, il aurait sans doute été plus simple de ne rien faire, poursuit-elle. D'attendre. D'observer. De laisser passer le temps jusqu'au renouvellement général de 2027. Mais nous avons fait un autre choix, celui de prendre nos responsabilités, celui d'agir, malgré les contraintes, celui de nous engager pleinement pour la CCI et, au-delà, pour les entreprises et les entrepreneurs de Vaucluse. Car nous sommes convaincus que c'est dans les moments difficiles que se révèlent les véritables engagements et les capacités à agir. Ne rien faire, attendre un contexte plus favorable, ce n'est pas la conception que nous avons de la responsabilité économique territoriale. »

Toujours en s'adressant aux élus locaux, elle conclut : « Dans cette période clé pour l'avenir économique de notre département, je souhaite pouvoir compter sur votre soutien. Votre relais, votre écoute et lorsque vous le jugerez opportun, votre appui auprès des acteurs économiques de votre commune seront déterminants pour donner à cette démarche l'élan et la légitimité nécessaires. Nous serons pleinement mobilisés pour travailler en lien étroit avec les élus locaux, partenaires indispensables de la vitalité économique de nos territoires. Nous serons donc à leurs côtés pour les accompagner et pour œuvrer dans la même direction. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Election à la CCI de Vaucluse : découvrez le détail de la seule liste en lice





A la tête de l'unique liste sur la ligne de départ lors des prochaines élections de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse, Anne Benedetti devrait être élue présidente de la CCI en juillet prochain. Soutenue par le Medef 84, adoubée par l'U2P 84 et sous la bienveillance de la CPME de Vaucluse, elle aura la délicate mission de ramener de la sérénité au sein de la maison des entreprises du département. Pour cela, elle pourra s'appuyer sur une liste de 34 personnes à découvrir en fin d'article.

Suite à la mise sous tutelle de la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) de Vaucluse fin janvier dernier, Jacques Witkowski, le préfet de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur avait annoncé la tenue de nouvelles élections d'ici l'été.
Pour procéder à ce scrutin, les services de la préfecture, du SGAR (Secrétariat général pour les affaires régionales) de la préfecture de Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que ceux de la CCI de Vaucluse ont auparavant procédé à la complexe vérification de la conformité des listes électorales des ressortissants pouvant participer à ce vote qui se déroulera du 29 juin au 10 juillet.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Installation de la commission d'organisation des élections
Défi relevé semble-t-il malgré le peu de temps imparti puisque la COE (Commission d'organisation des élections) de la CCI 84 a été officiellement installée le 19 mai dernier. Cette commission, qui doit notamment veiller au bon déroulement du vote, a été placée sous la présidence de Sabine Roussely, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, aujourd'hui en partance vers une autre affectation à sa demande.

Une seule liste sur la ligne de départ
Dans le même temps, les candidats devaient déposer leur liste jusqu'au jeudi 28 mai, à 12h au plus tard. C'est donc désormais chose faite depuis cette date. Au final, une seule liste nommée 'Entreprendre ensemble, réussir en Vaucluse' sera sur la ligne de départ (voir détail de la liste en fin d'article). Ce sera celle d'Anne Benedetti, qui bénéficie de l'étiquette Medef 84 ainsi que du soutien de l'U2P.

Bien que soutenant la candidate, la CPME 84, l'autre grande organisation patronale du département, n'a pas souhaité que ses membres apparaissent au sein de cette liste. La Confédération vauclusienne, désormais présidée par Denis Duchêne depuis mars dernier, se contentera d'être un observateur attentif et se réserve pour les élections consulaires suivantes (celles qui sont réglées sur le calendrier national du renouvellement de l'ensemble des autres chambres consulaires françaises) qui ont été repoussées à l'automne 2027 au plus tôt.

Proclamation des résultats le 20 juillet
En attendant, le scrutin de la CCI 84 débutera le lundi 29 juin pour se clôturer le vendredi 10 juillet. Les votes seront reçus et recensés en préfecture avant un dépouillement et une proclamation des résultats prévus le lundi 20 juillet.

A l'issu du scrutin, les nouveaux membres élus de l'assemblée générale constitutive de la chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse qui devrait se dérouler le jeudi 30 juillet prochain désigneront un nouveau bureau ainsi qu'un nouveau président afin de succéder à Gilbert Marcelli, suite à « l'arrêté préfectoral portant dissolution de l'assemblée générale et du bureau de la chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse et nomination d'une commission provisoire du 30 janvier 2026. »

L.G.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



©Mathieu Blin Photographe Vidéaste

La Liste ‘Entreprendre ensemble, réussir en Vaucluse’
Baptisée ‘Entreprendre ensemble, réussir en Vaucluse’ la liste d’Anne Benedetti aux élections 2026 des membres de la chambre de commerce et d’industrie territoriale de Vaucluse et régionale comprend 34 candidats. Ils sont répartis par catégorie et sous-catégorie. Parmi eux, 6 siègeront également au sein de la CCI de région Provence-Alpes-Côte d’Azur.

COMMERCE
Commerce 1
Jean-Marc Gruselle dirigeant de Terres d’Eden à Vedènes
Laurent Michel, restaurateur à La Guinguette velleronnaise
Nordine Saihi, commerçant à Apt et président de l’U2P Vaucluse
Isabelle Belardy, gérante des potagers de Suzon à Ménerbes
Titulaire CCIR : Jean-Marc Gruselle (suppléante : Isabelle Belardy)

Commerce 2
Jérémie Ginart président de Relais vert à Carpentras

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Jocelyne Leveque, présidente du Comptoir de l'arrosage et de l'industrie à Cavaillon
Christophe Guignes, directeur général de la coopérative U proximité France
Lionel Blanck, concessionnaire Foch automobiles à Avignon
Salvador Rodriguez, gérant du groupe NPA (Auto pièces service) situé dans la zone de Foncouverte à Avignon
Paul-Olivier Parfait, gérant du magasin Darty à Apt
Titulaire CCIR : Jérémie Ginar (suppléante : Jocelyne Leveque)

INDUSTRIE
Industrie 1
William Baud, directeur général chez Securitec à Monteux
Cyrielle Toreau du bar à couture L'Atelier C à Jonquières
Laurent Costagiola di Fiore, gérant de sociétés de TP à Apt
Philippe Ricco, maçon à Mornas et président de la Capeb Provence-AlpesCôte d'Azu-Corse
Philippe Herzog, plombier-chauffagiste à Avignon et président de la Capeb 84
Titulaire CCIR : William Baud (suppléante : Cyrielle Toreau)

Industrie 2
Anne Benedetti, présidente de Benedetti S.A. à Avignon
Paul Bonnefoy, dirigeant d'ECV emballages à Orange
Pierre Palombi, président de Froid Palombi à Cavaillon et membre du conseil d'administration du Medef 84
Freddy Guillet, président d'Alu Vaison
Didier Delhomme, président de D2V group à Avignon
Titulaire CCIR : Anne Benedetti (suppléante : Paul Bonnefoy)

SERVICES
Services 1
Marc-André Mercier, dirigeant d'AM formation à Orange
Bérengère Dye de la société Up ! Urbanisme Promotion à Caumont-sur-Durance
Hugo Villet, délégué territorial du groupe La Poste pour le Vaucluse
Touria Oulhendi, agent général d'assurances Axa et présidente du club d'entreprises Le Cercle à Orange
Olivier Lepine, co-fondateur de la start-up avignonnaise Brad technology capteur agricole
Franck Girard, dirigeant de Tinzo coiffure et président de l'association de commerçant Les Vitrines de Pertuis
Ornella Lezama de Total Rénov 84 et présidente de l'association des artisans et commerçants de Morieres (AMAC)
Sophie Chabran de la boulangerie Sophie à l'Isle-sur-la-Sorgue et présidente du Groupement des Artisans Boulangers Pâtissiers de Vaucluse
Titulaire CCIR : Marc-André Mercier (suppléante : Bérengère Dye)

Services 2

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Xavier Sordelet, directeur général de Grand Delta Habitat
Béatrice Bourgeois, dirigeante de l'hôtel Le Magnan à Avignon
Roland Paul, président du groupe GSE à Avignon et président du Medef Vaucluse
Norbert Zoppi, vice-président du groupe Berto en Courtine à Avignon
Jean-Baptiste Fontan, dirigeant d'Arnaud tourisme à l'Isle-sur-la-Sorgue
Jacques Mirault, directeur de la clinique Elsan d'Orange
Titulaire CCIR : Xavier Sordelet (suppléante : Béatrice Bougeois)

Aéroport d'Avignon : Renaud Muselier promet que rien ne se fera sans Avignon



Interrogé par l'élue vauclusienne Anne-Sophie Rigault, Renaud Muselier, président de la Région Sud, a évoqué l'avenir de l'aéroport d'Avignon alors que la DSP de l'infrastructure aéroportuaire actuellement géré par une filiale de la CCI 84 est en cours.

Lors de la séance plénière du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur qui vient de se dérouler le 10 avril dernier à Marseille, Renaud Muselier, le président de la Région, a tenu à éclaircir l'avenir de l'aéroport d'Avignon-Provence.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Il a tout particulièrement réagi à une intervention d'Anne-Sophie Rigault, élue avignonnaise RN de la Région Sud, qui rappelait « que l'aéroport d'Avignon faisait l'objet d'une attention toute particulière cette année de la part de ceux qui sont attachés à cette infrastructure importante de notre région. »

> « Y a-t-il encore un pilote dans l'avion ? »
>
> *Anne Sophie Rigault, conseillère régionale*

« Alors que la Délégation de services publics (DSP) arrive à échéance au 31 décembre prochain, poursuit celle qui est aussi conseillère municipale d'opposition à la ville d'Avignon, nous constatons que les recettes de fonctionnement sont en baisse de 43% et que nous empruntons près de 200 000€, ce qui peut se traduire par une grosse dépendance au financement public. »

Dans le même temps, l'élue vauclusienne observe que « la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) de Vaucluse, chargée d'exploiter l'aéroport pour le compte de la région, est inopérante depuis sa mise sous tutelle de la CCI de région. D'ailleurs, depuis 2022 il semble, malgré nos sollicitations, qu'aucun travail véritable de fond n'ait été fait sur cet aéroport qu'on ne développe pas et qui finit par végéter tout doucement. Certains se demandent même s'il y a encore un pilote dans l'avion ? »

Le ministre des transports conforte la mission d'intérêt général de l'aéroport d'Avignon

Quel avenir pour l'aéroport ?

« À presque huit mois d'une nouvelle DSP, nous aimerions savoir quelle ambition la région a pour cet aéroport, puisque la question des exigences de diversification des recettes se pose sérieusement, s'inquiète Anne-Sophie Rigault. Que compte faire la région afin de garantir un avenir à l'aéroport d'Avignon ? Quelles sont, dans les grandes lignes, les orientations que vous souhaitez lui faire prendre ? Il en va de la survie de cet outil de développement économique autant que de transport au cœur du cinquième département le plus pauvre de France. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



Renaud Muselier lors de la dernière séance plénière de la Région Sud.

> « Il faut traiter le problème de gouvernance avant le problème de vision. »
>
> *Renaud Muselier, président de la Région Sud*

En réponse, Renaud Muselier a tenu à rappeler : « Nous sommes propriétaires de l'aéroport, nous le soutenons depuis le début. »
Evoquant ensuite la DSP actuelle assurée jusqu'alors par la CCI de Vaucluse (voir aussi encadré en fin d'article : 'La DSP de l'aéroport d'Avignon en détail') , le patron de la Région Sud constate aussi : « Il y a une délégation de services publics autour de la CCI et de la CCIR. On voit bien qu'il y a des problèmes. Donc déjà, il faut traiter le problème de gouvernance avant le problème de vision. »
« Pour autant, les moyens financiers sont là », insiste-t-il. Avant d'assurer qu'il ne ferait rien avant de consulter Olivier Galzi, nouveau maire d'Avignon et nouveau président de la communauté d'agglomération du Grand Avignon : « Je ne manquerai pas, compte tenu des élections qui viennent d'avoir lieu, de me rapprocher de monsieur Galzi de façon à ce que l'on puisse tracer ensemble l'avenir de ce territoire. »
Une attention tout particulière à laquelle semble sensible le premier magistrat de la cité des papes : « cela m'apparaît évidemment important puisque l'aéroport est un outil extrêmement structurant pour le territoire ».

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

> « Il est inenvisageable que les acteurs économiques de notre territoire ne soient pas en mesure de répondre dans des conditions acceptables à cet appel d'offres. . »
>
> *Olivier Galzi, maire d'Avignon*

Un mauvais 'timing' ?

Une volonté d'entente cordiale qui pourrait cependant être mise à mal par le calendrier de la DSP de l'aéroport. En effet, publié le 20 février dernier alors que la CCI de Vaucluse qui assure la gestion de l'équipement pour le compte de la Région venait 'très fortuitement' d'être placée sous tutelle, la remise des offres de candidature est arrivée à échéance ce lundi à partir de 16h.

« Le calendrier de cet appel d'offres rend en l'état impossible toute possibilité pour moi de donner mon avis, constate avec regret Olivier Galzi. Par ailleurs, il intervient alors que CCI de Vaucluse a été mise sous tutelle et donc ne peut pas répondre dans des bonnes conditions à cet avis de concession. Il m'apparaît extrêmement important que la CCI de Vaucluse, qui gère les forces et les énergies de notre territoire, puisse avoir son mot à dire sur cet outil qu'elle gère actuellement et qui constitue un levier potentiel de notre avenir économique. »



Accessible sur Sud Marchés publics, la plateforme d'appels d'offre de la Région, la Convention de délégation de service public de type affermage n'était plus accessible depuis plusieurs jours, bien avant sa clôture.

Une inquiétude largement partagée par la CPME 84 et le Medef Vaucluse, les principales organisations

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

patronales du département, qui affichent leur farouche volonté de voir la CCI de Vaucluse garder la main sur l'infrastructure aéroportuaire avignonnaise dont la mission d'intérêt général a été confortée l'an dernier par le ministère des transports.
Et à la question 'Serait-ce une bonne idée de sursoir au délai de dépôt des candidatures, en attendant l'élection très prochaine d'une nouvelle gouvernance à la CCI de Vaucluse ?', le maire d'Avignon est particulièrement clair : « Cela me paraît très cohérent car, encore une fois, il est inenvisageable que les acteurs économiques de notre territoire ne soient pas en mesure de répondre dans des conditions acceptables à cet appel d'offres. »

Message reçu 5 sur 5
Le message aurait-il été entendu du côté du Conseil régional ? « La procédure de délégation de service public relative à l'aéroport d'Avignon est aujourd'hui en cours, nous a répondu officiellement la Région Sud. À ce titre, et comme pour toute procédure de mise en concurrence, la Région ne commente pas son déroulement, ni les candidatures en cours. Le calendrier de cette procédure a été défini en toute transparence. Il doit permettre un renouvellement du contrat de délégation de service public avant son échéance. La Région travaille en lien étroit avec les élus du territoire. Le maire d'Avignon, comme l'ensemble des partenaires concernés, sera pleinement associé aux échanges sur l'avenir de l'aéroport. »

Toujours est-il que l'accès à la procédure de candidature à cette convention de délégation de service public n'était étrangement plus accessible depuis plusieurs jours sur Sud Marchés publics, la plateforme d'appels d'offre de la Région.
A ce stade une prorogation de la DSP d'un an, le délai maximum, semble donc être parfaitement envisageable si un motif d'intérêt général est avancé. De quoi laisser le temps à la CCI de Vaucluse de se doter en juillet prochain d'une gouvernance enfin stable ?

La situation financière de l'aéroport
« La région est propriétaire depuis 2007 de l'aéroport d'Avignon, dont elle a confié l'exploitation dans le cadre d'une convention de Délégation de services publics (DSP) à la société Aéroports Avignon-Provence », a rappelé Jean-Pierre Serrus, vice-président en charge des transports et de la mobilité durable du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur lors du vote du budget primitif qui s'est déroulé durant la dernière séance plénière de la Région.
« Son exploitation, est un service industriel et commercial qui impose un budget annexe, poursuit celui qui est aussi maire de La Roque d'Anthéron. Dans le cadre de cette délégation de services publics, la région conserve à sa charge l'ensemble des opérations d'investissement et de grosses réparations, tandis que le délégataire assure la gestion déléguée de cet équipement et l'ensemble des opérations de maintenance. Mes chers collègues, le budget primitif 2026 du budget annexe Aéroports d'Avignon s'équilibre en recettes et en dépenses à 4,6M€. Les recettes réelles d'exploitation s'élèvent, elles, à 1,8M€, et sont constituées notamment de la subvention en provenance du budget principal pour 1,2M€ et de la dotation générale de décentralisation versée par l'État pour 300 000€. »
« La recette d'investissement est constituée par un emprunt de 247 834€ permettant de financer les frais d'études et les travaux concernant la réfection de chaussées, la requalification de bâtiments. Ce sont des opérations nécessaires au maintien du certificat européen de sécurité aéroportuaire. Enfin, les autorisations de programmes ouverts au budget primitif 2026 s'élèvent à 2,3M€ afin notamment

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

d'engager les travaux de création d'un nouveau parking pour les aéronefs et le programme de réhabilitation des bâtiments prévu par le plan d'investissement de la délégation de services publics. »

Vol au-dessus d'un nid de coucou ?
En attendant, même mise sous tutelle, la CCI de Vaucluse devrait répondre à cette DSP à laquelle devrait aussi postuler 2, voire 3, autres candidats. Pour cela, elle s'appuiera sur l'une de ses filiales : la SAAP (Société Aéroport Avignon Provence). Détenue à 100% par la CCI 84, c'est cette société de droit privé qui, depuis 2018, gère la plateforme aéroportuaire de la cité des papes pour le compte de la région.
Une configuration avec un actionnaire unique que Gilbert Marcelli, l'ancien président de la CCI de Vaucluse, souhaitait conserver coûte que coûte lors du renouvellement de la DSP.
L'empêcheur de tourner en rond ayant été 'exfiltré' suite à un putsch d'une majorité des élus consulaires dont une partie n'avait pas forcément mesuré les conséquences de leur démission en cascade, la CCI de Vaucluse a donc vu la CCI de région rentrée provisoirement au sein de sa gouvernance le temps de sa mise sous tutelle.

Et la CCI régionale verrait d'un bon œil l'arrivée de Sealar (Société d'exploitation et d'action locale pour les aéroports régionaux) gérant actuellement sept plateformes aéroportuaires régionales (Poitiers, Vannes, Le Havre, Rouen, Deauville, Caen et Morlaix) et qui aimerait bien rajouter celui d'Avignon dans son escarcelle. Et ce d'autant plus que depuis novembre dernier, CCI France est devenu le premier actionnaire de Sealar dont le président est Jean-Luc Chauvin qui n'est autre que le président de la CCI Aix-Marseille-Provence. Cette dernière ayant fondé en 2019 avec la CCI du Finistère cette société ayant réalisé un chiffre d'affaires de 13 M€ en 2025.

> « Nous nous appuierons vraisemblablement sur une candidature conjointe entre CCI France et la CCI de Vaucluse. »
>
> *Daniel Margot, président de la CCI Paca et aussi membre de la tutelle de la CCI 84*

Normal dans ces conditions qu'avant même la mise sous tutelle effective de la CCI de Vaucluse Daniel Margot, président de la CCI Paca et aussi membre de la tutelle de la CCI 84 évoque déjà fin janvier chez nos confrères de La Provence l'avenir de l'aéroport d'Avignon : « Nous nous appuierons vraisemblablement sur une candidature conjointe entre CCI France et la CCI 84 afin que le Vaucluse garde la DSP de cet aéroport ».

Une volonté confirmée depuis par Daniel Margot lors d'un entretien il y a un peu plus d'un mois à nos confrères des Nouvelles Publications : « Pour les DSP, nous devons répondre de façon plus cohérente, parfois en consortium ou via la société Sealar pour gérer des aéroports intermédiaires. De cette façon, nous pourrions répondre à de nouveaux appels d'offre afin de gérer des équipements publics de taille plus petite. Pas seulement des ports ou des aéroports, mais des salles d'événementiels par exemple. Ou alors gérer du foncier à vocation économique. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

C'est surtout cette mainmise 'marseillaise' sur le foncier économique du territoire* qui semble susciter les plus grandes craintes localement à commencer par le Département et le Grand Avignon. Surtout que Sealar a été 'épinglé' dans un rapport publié en 2022 par la Chambre régionale des comptes sur la CCI d'Aix-Marseille. Ce document estimait alors que les activités de Sealar « ne répondent pas en priorité à l'intérêt des entreprises métropolitaines ».

Est-ce pour cette raison que Sealar a revu ses prétentions à la baisse alors qu'elle souhaitait devenir actionnaire majoritaire au sein de la SAAP dont le capital était jusqu'alors détenu à 100% par la CCI 84 ? Au final, il semblerait qu'un équilibre (50% chacun) ait été trouvé afin de ménager la Chambre consulaire de Vaucluse. Une manière de laisser encore une certaine marge de manœuvre à la future gouvernance de la CCI de Vaucluse ?

Laurent Garcia

**L'aéroport d'Avignon gère une zone d'activité de 15 ha accueillant déjà une soixantaine d'entreprises regroupant plus de 400 emplois.*

La DSP de l'aéroport d'Avignon en détail
C'est le 20 février dernier que la Région Sud a lancé officiellement la DPS de l'aéroport d'Avignon. Elle a pour objet : « Convention de délégation de service public de type affermage, ayant pour objet de confier au délégataire, à ses risques et périls, l'exploitation, l'entretien, la maintenance, la promotion et le développement de l'aéroport d'Avignon-Provence, de ses terrains, ouvrages, bâtiments, infrastructures, matériels, réseaux et services ».

Les missions confiées au délégataire sont les suivantes :
– La gestion, l'exploitation, le développement et la promotion de l'aéroport dans le respect des réglementations, notamment en matière de sécurité aérienne ;
– La réalisation des travaux d'entretien et de maintenance courante des ouvrages, installations et équipements de l'aérodrome ;
– Les missions liées à la sécurité et la sûreté de l'aéroport ;
– L'exploitation et l'entretien de l'ensemble des aires de trafic et de manœuvre de l'aérodrome et des équipements associés (balisage lumineux et par marques, panneaux…) ;
– L'exploitation et l'entretien des installations d'accueil des usagers aériens de l'aérodrome et de ses visiteurs ;
– La fourniture de l'énergie électrique normale et secourue de l'aéroport ;
– Le balisage de jour et de nuit des ouvrages, installations et matériels de la Délégation pour satisfaire aux conditions réglementaires de sécurité de la navigation aérienne et de l'exploitation de l'aérodrome ;
– La prestation de distribution de carburant et de gestion des stocks de carburant et des produits associés ;
– L'accueil du public, la surveillance des usagers et leur sécurité ;
– Le maintien de la conformité aux règles européennes en matière de gestion aéroportuaire (EU-ADR) ;
– La promotion de l'aérodrome auprès des usagers actuels et potentiels, des professionnels de l'aviation et du public ;

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

– La gestion et la valorisation du domaine public aéroportuaire ;
– Le renforcement de la trajectoire de réduction de l'impact environnemental et climatique de l'aéroport ;
– La gestion des relations avec les usagers, les riverains, les communes, les entreprises et les associations.

Le délégataire se rémunère sur le produit des redevances aéronautiques, commerciales et domaniales perçues sur les usagers et occupants de la plateforme aéroportuaire. Il supporte un risque réel d'exploitation lié à la variabilité des recettes et des charges du service délégué. Une compensation financière de l'autorité délégante est prévue afin de contribuer à l'équilibre économique du service public délégué, au regard des obligations de service public mises à la charge du délégataire, sans avoir pour effet de neutraliser le risque d'exploitation ni, a fortiori, de générer une surcompensation.
Les offres doivent être remises le lundi 20 avril 2026 à 16h au plus tard. La concession est attribuée du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2036.

Le Medef & la CGT de Vaucluse : une vision commune pour le département ?



En partenariat avec nos confrères de La Marseillaise, rencontre entre Frédéric Laurent,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse, et Roland Paul, nouveau président du Medef Vaucluse. L'occasion pour les deux leaders syndical et patronal locaux de confronter leur conception du monde du travail et de l'entreprise. Si les deux représentants sont plutôt éloignés sur les sujets nationaux, comme les retraites tout particulièrement, ils affichent en revanche une vraie vision commune sur les sujets vauclusiens comme la LEO, le foncier économique ou bien encore le logement.

Quel est votre vision et votre attachement à ce que l'on appelle le modèle social Français ?
Frédéric Laurent : « Nous sommes effectivement très attachés à ce modèle même si l'on constate qu'il est très fortement mis à mal depuis quelques années. Notamment en matière de protection sociale des salariés avec des inégalités qui se creusent dans un département parmi les plus pauvres de France. Une précarité qui touche tout particulièrement un salariat très féminisé ainsi que beaucoup de familles monoparentales féminines. Je pense en tout cas, que les Vauclusiens, comme les Français, sont très attachés à ce modèle social de solidarité, de partage, d'un système qui permet à tous de s'en sortir, de lever la tête. Mais malheureusement, on le voit, il est attaqué sur le chômage, les retraites, l'emploi ou bien encore les conditions de travail. »
Roland Paul : « De par mes fonctions à GSE, j'ai l'occasion de travailler régulièrement dans différents pays. Et quand l'on se compare avec ces derniers, c'est certain que nous avons un bon modèle social. Un modèle auquel nous restons tous très attachés, c'est une réalité. Mais au-delà de cela, quand on regarde autour de nous on voit aussi que ce n'est pas seulement ce modèle-là qui est attaqué, c'est aussi la démocratie dans son ensemble. Jusqu'à preuve du contraire cependant, nous n'avons pas mieux fait que la démocratie. »

L'une des questions récurrentes liées à ce modèle social est : comment le finance-t-on ?
Frédéric Laurent : « Aujourd'hui, tous les éléments fondateurs de notre système social français, qui est envié dans le monde entier, font l'objet d'attaques multiples. On parle ici de la protection sociale ou de l'accès à la santé, mais il y a également la protection quand on perd un emploi. Donc la question essentielle, c'est la volonté d'agir sur le financement. Parce que l'on nous dit que cela coûte trop, mais regardons aussi comment mettre plus de recettes en face pour pallier ces dépenses. C'est pour cela qu'il faudrait aussi ponctionner là où il faut. Actuellement, le financement de la protection sociale repose sur la répartition, donc la cotisation que vous et nous, entreprises et salariés, mettons dans le pot commun pour la soutenir. Par contre, il y en a certains qui sont bien à l'abri. Pourquoi ne ponctionnerait-on pas les revenus colossaux du capital, comme on ponctionne un peu les salaires des deux parts, patronal et salarial ? Pourquoi, sur le régime des retraites, ne taxerait-on pas les entreprises qui refusent l'égalité homme-femme ? Cela rapporterait, je crois, 2,3 milliards d'euros par an. Il y a aussi tout un tas d'aspects sur certains éléments complémentaires au salaire qui ne contribuent pas au régime de l'éducation sociale. Les primes d'investissement, l'épargne salariale, l'épargne retraite… ne cotisent pas au même niveau que le salaire pur et simple. Pourquoi ne pas le faire rentrer ? Et puis, pourquoi pas augmenter un tout petit peu, 0,5% par exemple, la cotisation patronale. Cela créerait une dizaine de milliards par an. »

> « Il faut veiller à ce que nos entreprises, qui créent la richesse dans notre pays, ne croulent pas sous les charges et puissent rester compétitives. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Roland Paul, président du Medef 84

Roland Paul : « Il y a des choses fondamentales à financer dans notre pays, comme l'éducation ou la santé. Ce ne sont pas des dépenses, ce sont des investissements. En revanche, nous avons déjà les taux de prélèvement et d'imposition les plus élevés d'Europe. Alors je veux bien qu'il y ait tous ces débats sur la TVA sociale, sur l'imposition des riches afin de faire rentrer encore plus d'argent, mais je pense qu'il y a aussi un tri à faire dans les dépenses y compris dans les aides aux entreprises. Quand on ponctionne de plus en plus, on prend le risque de mettre les gens et les entreprises à genoux. Ponctionner la richesse du capital, c'est aussi prendre le risque que les gens s'en aillent. Au final, je pense que, plutôt que d'aller ponctionner et aller prendre plus d'argent pour en distribuer encore plus, il vaut mieux orienter correctement et un peu moins dépenser. Par ailleurs, quoi qu'on en dise nous sommes aussi en concurrence avec les autres pays. Et il faut veiller à ce que nos entreprises, qui créent la richesse dans notre pays, ne croulent pas sous les charges et puissent rester compétitives. »



Frédéric Laurent
Après avoir fait une formation d'infirmier psychiatrique à l'hôpital de Montfavet, Frédéric Laurent 'est tombé dans la marmite' du syndicalisme quelques années après. Celui qui est arrivé sur Avignon à l'âge de 3 ans, a ensuite occupé plusieurs fonctions départementales ou nationales au sein de la CGT, notamment dans le domaine la santé. Durant ce parcours, il a été secrétaire départemental de la CGT 84 durant 30 ans avant de prendre, il y a 3 ans, la responsabilité de secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse qui compte près de 7 000 adhérents dans le département. Une fonction qu'il va quitter d'ici une quinzaine de jours. « Je retourne dans mon hôpital, pour exercer le métier que j'aime en attendant la retraite. Le plus tôt possible, je l'espère », dit-il malicieusement avec un sourire pour le président du Medef 84 assis à ses côtés.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Justement, comment concilier tout cela ?

Roland Paul : « Pour le financement des retraites, c'est simple : il a y une équation à résoudre concernant notre système de répartition. Quand on regarde le nombre de gens qui payent et ceux qui en ont besoin, cela ne marche pas. C'est clair qu'on ne peut pas financer de cette manière-là. Il y a donc quelque chose à faire, mais il n'y a pas 36 solutions. Il y a seulement 3 ou 4 paramètres où l'on peut agir. C'est soit travailler plus ou ponctionner plus. Mais dans ce cas on va gagner moins alors que les salariés et les retraités ont déjà du mal à vivre avec ce qu'ils ont. Il faut donc réfléchir à un nouveau modèle. Je ne sais pas ce qui va sortir des discussions actuelles sur le sujet, mais nous vivons de plus en plus vieux et en meilleure santé. Nous pouvons donc travailler quelques années de plus. Bien évidemment, il y a des métiers ou cela n'est pas possible et il faut voir cela au cas par cas. Au final cependant, quoi que l'on fasse, quand le nombre de gens qui payent est trop petit par rapport au nombre de gens qui reçoivent, la répartition ne fonctionne plus. C'est mécanique. Donc pour financer tout cela, nous risquons de devoir arriver à une certaine dose de capitalisation. »

Frédéric Laurent : « Pour notre part, nous sommes opposés à l'idée de la capitalisation et nous restons très attachés au principe de la répartition. Par contre, nous sommes d'accord sur l'idée d'aller chercher de l'argent ailleurs mais nous ne sommes pas forcément entendus par le Gouvernement. Aujourd'hui, 73% des citoyens sont encore opposés à cette réforme qu'ils jugent néfastes. Travailler jusqu'à 64 ans, on ne le veut pas. Sur la question du vieillissement : il y a vieillir davantage en bonne santé, et il y a aussi la dégradation que nous constatons depuis quelques années. L'accès à la santé est tel aujourd'hui que beaucoup de salariés renoncent à se soigner et vieillissent avec des pathologies qui n'existaient plus. Qui vieillissent avec des maladies professionnelles apparaissant parce qu'ils se soignent moins bien. On va plus chez le dentiste parce que déjà, pour trouver un rendez-vous, c'est catastrophique. On peut travailler plus mais dans qu'elles conditions ? »

A l'heure où la fidélisation des salariés et les difficultés de recrutement constituent un enjeu majeur pour les entreprises, ces conditions de travail sont déterminantes dans le cadre de la fidélisation de ce capital humain ?

Roland Paul : « Je pense profondément qu'une entreprise ne peut marcher que si ses salariés s'y sentent bien. Il y a des sociétés qui fonctionnent en prenant les gens pour des imbéciles, mais ce n'est pas durable. Je le dis souvent, pour qu'une boîte se porte bien, il faut avoir des clients et des salariés satisfaits. Qu'est-ce qui fait que les gens sont bien dans une entreprise ? Bien sûr, que nous allons tous travailler pour être payé. Si tu n'es pas payé correctement, cela ne marche pas. Ça fait partie de l'équation, mais ce n'est pas le seul élément. Il faut également donner des responsabilités aux salariés, leur faire confiance, les respecter et les reconnaître dans ce qu'ils font. Avoir des beaux locaux c'est bien aussi, mais c'est annexe. Chez GSE, nous avons notamment mis en place des accords de participation et d'intéressement. Cela veut dire que quand la boîte va bien, elle partage. Si à cela, on rajoute l'aspect fondamental du développement durable et de la vision sociétale, ton entreprise réunit toutes les bases de son développement. Autant d'éléments qui font que les gens restent un peu plus chez toi plutôt que de partir dans d'autres sociétés. A l'inverse, si on considère l'humain comme une variable d'ajustement, comme une machine, on se trompe complètement. Et au plus on ira dans cette direction, plus on fera fausse route. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

« Le salaire, c'est ce qui permet de pouvoir faire vivre sa famille, de pouvoir s'émanciper, se cultiver. »

Frédéric Laurent, secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse

Frédéric Laurent :« Je suis entièrement d'accord. D'abord, il y a la question salariale qui est essentielle. Le salaire, c'est ce qui permet de pouvoir faire vivre sa famille, de pouvoir s'émanciper, se cultiver, etc. Aujourd'hui, la hauteur des salaires dans beaucoup d'entreprises n'est pas suffisante pour pouvoir parer aux besoins fondamentaux. Oui, je pense que les salaires sont nettement insuffisants dans le pays et plus particulièrement en Vaucluse où l'on dénombre beaucoup de personnes en dessous du salaire médian. Ensuite, il y a la question des conditions de travail et du bien-être au travail. On le constate dans toutes les entreprises et les administrations où nous sommes implantés : quand les conditions de travail sont mauvaises, quand il n'y a pas ce respect des salariés, il faut qu'il y ait cet échange, ce dialogue social à tous les échelons. Il y a quelques années, on avait des groupes de travail entre organisations syndicales, le Medef, la CPME… On arrivait à avancer, en évitant notamment les conflits. Peut-être qu'il n'y en a pas beaucoup dans votre entreprise, mais nous voyons une recrudescence de conflits dans beaucoup d'entreprises de tout type, des très grosses, des petites, des artisans… Cela est souvent lié au fait qu'il n'y a pas la volonté d'appliquer les conditions de travail : 'c'est bosse et tais-toi'. Alors que le respect du salarié, c'est la base des bases, comme le respect des patrons et des cadres. Pourquoi avons-nous des viviers d'entreprises où il y a autant de conflits qui partent aux prud'hommes ? Où il y a impossibilité de discuter. Est-ce parce qu'il n'y a pas de syndicats et de délégué syndical qui peuvent jouer ce rôle de tampon ? La citoyenneté au travail est un manque crucial dans notre pays. Salariés et employeurs ne sont pas les pires ennemis du monde même si nous sommes dans une société où l'on cherche plus à se quereller qu'à essayer de construire ensemble. Même si nous avons des exemples de répression syndicale dans quelques entreprises, nous devons favoriser le dialogue en construisant des passerelles afin d'éviter les conflits surtout dans toutes ces entreprises qui sont privées de représentants ou qui sont privées de volonté de dialogue de part et d'autre. »

Festival Off d'Avignon, quand la CGT spectacle met les pieds dans le plat

Cette détérioration de cette citoyenneté au travail c'est elle accentuée avec la crise sanitaire du Covid ?

Frédéric Laurent :« C'est clair qu'il y a eu un grand mouvement de bascule avec une prise de conscience de vouloir 'vivre autrement', de donner 'une chance' à sa vie. On l'a constaté dans la tête des salariés. Certains ont complètement changé de métier, parfois par dégoût, comme les professionnels des hôpitaux par exemple. On nous applaudissait tous les soirs, mais derrière cela a été une catastrophe. A l'inverse, dans les entreprises où on était bien, je pense qu'il y a eu un véritable attachement. L'adaptation au télétravail a été aussi un bon point pour les salariés et pour les entreprises qui en avaient

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

besoin. Par contre, il est nécessaire que l'on réinstaure des liens au travail pour améliorer les conditions de travail. Tout ça, cela passera par le dialogue que nous essayons d'avoir ensemble. Car il est clair que les rapports sociaux au travail, c'est primordial. »

Roland Paul : « Effectivement, avec le confinement il y a les gens qui se sont aperçus qu'ils ne pouvaient plus être dans le métier dans lequel ils étaient avant. Ils sont allés dans d'autres secteurs d'activité et se sont aperçus que c'était mieux. Pour le télétravail, moi je l'ai pris avec précaution car chez GSE notre boulot on ne pouvait pas l'arrêter. En plus, je pensais que si le pays complet se mettait au chômage, à la fin on en crèverait car on ne peut tirer sur la bête indéfiniment. Sur le télétravail, je suis convaincu qu'une société c'est autre chose que plein de gens qui travaillent. C'est avant tout des personnes qui travaillent en commun sinon tu n'as pas de société. Nous, nous arrivons à faire projets car nos collaborateurs 'bossent' ensemble, ils confrontent les idées. Cela ne marche pas seul devant un écran car nous sommes des 'bêtes à sang chaud'. Nous avons besoin de nous sentir. Là où il y un problème, notamment de climat social, c'est quand les gens n'ont pas envie d'aller au travail. Quand ils y sont malheureux. Chez nous, en moyenne il y a 1 jour de télétravail autorisé. Nos salariés l'utilisent seulement à 40%. »



Roland Paul
Originaire de Beaumont-du-Ventoux, Roland Paul est le président de GSE. Après avoir travaillé quelques années à Lyon, puis à Nice, il a intégré il y 28 ans les équipes de GSE en tant qu'ingénieur de projet. « J'y ai fait à près tous les boulots » avant d'en devenir président il y a une dizaine d'années.
Côte syndicalisme, Roland Paul est le nouveau président du Medef 84 depuis quelques mois. « C'est un mandat de 3 ans que j'ai accepté pour participer au développement du Vaucluse et de son économie »,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

explique celui qui a été aussi délégué syndical CFTC au sein de son entreprise et qui vient de recevoir l'Ordre national du mérite des mains de Bertrand Gaume, ancien préfet de Vaucluse.

On parle beaucoup de réindustrialisation de la France : comment voyez son développement en Vaucluse et avec quel foncier ?

Roland Paul : « Je peux en parler en toute connaissance de cause puisque c'est mon métier. Chez GSE, nous avons construit un certain nombre d'usines et je peux vous affirmer que ces projets voient le jour là où il y a du foncier et des terrains disponibles ainsi que là où tous les acteurs économiques locaux sont alignés : le maire, le président de la communauté de communes, le préfet, le patron de la Région, les services de l'Etat… Si tout le monde est là en disant 'on va construire ici', on peut aller assez vite même si nous sommes en France où cela est parfois un peu compliqué. Moi, j'ai connu un certain nombre de gens qui arrivaient dans le Vaucluse et qui voulaient s'installer. On n'a pas trouvé de terrain et ils sont repartis sans créer d'emplois pour les Vauclusiens. Je discute aussi avec des entreprises du département qui veulent s'agrandir pour répondre à leurs besoins de développement. Ils ne peuvent pas non plus car il n'y a pas de place. Nous avons donc un vrai problème de foncier économique dans le Vaucluse. Il est impératif d'y travailler, là aussi, avec tous les acteurs économiques à développer ce foncier économique. Tout cela, c'est pour créer de l'emploi et de la richesse pour les habitants de ce territoire. Dans cette optique, nous travaillons avec la CCI 84, le Département, la Région ou bien encore l'Etat sur ce sujet dans le cadre des assisses du foncier qui se tiendront le 19 juin prochain au campus de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse. On doit donner la priorité à la réindustrialisation. »

> « Nous avons un vrai problème de foncier économique dans le Vaucluse. »
>
> *Roland Paul*

Frédéric Laurent : « Le foncier industriel est une problématique majeure dans le département. Surtout lorsque l'on constate que 10% de l'économie vauclusienne est générée par l'industrie, 52% par le secteur tertiaire et 30% par le commerce. Certes, cela est dû au positionnement de notre département, au carrefour de l'Italie, de l'Espagne et de la Vallée du Rhône, qui favorise l'implantation du commerce, des services et des plateformes logistiques. Oui, il y a besoin d'une réindustrialisation et il faut que tous acteurs locaux y participent. Pour cela, il faut débloquer du foncier pour pouvoir agrandir des entreprises ou en accueillir de nouvelles. Cela doit aussi passer par un nouvel aménagement du territoire, intégrant tout particulièrement la problématique des transports. Moi, je viens de Courthézon. C'est à seulement 21 km, mais ce matin j'ai encore mis 58 minutes pour venir travailler. Si j'habite à Courthézon et que je veux y travailler, je ne vois pas où je pourrais le faire. Pourquoi, n'y a-t-il pas d'entreprises dans certaines localités ? Parce qu'il n'y a pas de services publics à la hauteur, parce qu'il n'y a pas d'écoles qui répondent aux besoins. Parce que l'employeur, s'il implante une usine quelque part, il veut que ses salariés puissent avoir un hôpital pas trop loin, qu'ils puissent mettre ses enfants à l'école sans avoir à faire trop de route pour les y emmener parce qu'il n'y a pas ou peu de transports collectifs. Tout ça pour éviter que les gens arrivent fatigués et énervés. La question du retour des industries dans notre département est liée à tous ces facteurs-là. Créer du foncier pour pouvoir réimplanter des industries et

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

renforcer notre attractivité avec des services publics qui répondent aux besoins autant des salariés que des employeurs. Il faut enfin prendre en compte les besoins de formations. Les métiers du cartonnage, qui était une industrie phare du département, ont tous disparu. Il n'y a plus de formation au métier du cartonnage alors que nous avons encore des savoir-faire colossaux sur Valréas, sur tout le bassin de l'Isle-sur-Sorgue avec les industries du papier aussi. Il y a des choses à travailler ensemble sur ces questions. Quand on voit également que le Vaucluse est un important producteur de fruits et légumes qui partent être transformés dans d'autres départements voire d'autres pays, alors que l'on sait faire tout cela ici. Il nous faut des industries qui permettent à nos salariés d'atteindre d'autres niveaux de qualification et de rémunération. »
Roland Paul : « Un emploi dans l'industrie en génère quasiment 3 sur son territoire. Effectivement, on produit des tomates mais on pourrait en produire 3 fois si nous avions les industries de transformation à côté. Cela a du sens, notamment en termes de développement durable. »
Frédéric Laurent : « Produire et traiter les produits ici, cela impacte favorablement l'environnement quand on voit le nombre de camions qui traversent ce département, ne serait-ce que sur la rocade, par exemple. »

> « La LEO, c'est une aberration que l'on n'arrive pas à avancer. »
>
> *Frédéric Laurent*

C'est l'occasion de parler des mobilités que vous avez déjà abordé en partie auparavant et notamment du dossier de la LEO (Liaison Est-Ouest) ?
Roland Paul : « J'ai entendu que ce projet n'était pas spécialement voulu par tout le monde mais je crois qu'il y a un vrai intérêt à réaliser le contournement d'Avignon. Cela fait partie des éléments déterminants pour l'avenir de ce territoire. De GSE au centre-ville il y en au moins pour trois quarts d'heure. Il y a un vrai travail à faire. Et il faut qu'on le fasse maintenant parce que 2027, c'est trop tard puisque le DUP (Déclaration d'utilité publique) tombera. C'est donc immédiatement qu'il faut que l'on travaille même si ce n'est pas simple car ce tracé touche 2 régions, 3 départements. Ce n'est pas des plus faciles d'un point de vue administratif mais je pense qu'avec une volonté… Plus généralement nous sommes dans un département assez rural où disposer d'un réseau de transports en commun pour amener les gens au travail est assez complexe à mettre en place. Il y a toutefois des choses à faire. »

LEO : quand la Ville et l'Agglo d'Avignon s'opposent à leur propre bassin de vie

Frédéric Laurent : « Le tour d'Avignon, c'est devenu catastrophique. Le contournement de la ville avec la LEO, c'est une aberration que l'on n'arrive pas à avancer. Mais la LEO ce n'est pas qu'une problématique économique c'est aussi une question de santé publique. Sur la rocade, nous atteignons des

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

records de cancer des enfants à cause de la pollution générée par le trafic qui passe sous les fenêtres des habitants. Sur ce projet, nous sommes chaque fois percutés par ces changements de départements, de préfectures, etc. Et au final, on n'arrive pas à construire une réelle volonté à long terme. Pourtant, il y a urgence. Prenons l'exemple de la réouverture de la ligne ferroviaire au Carpentras-Avignon. Au début, ça patinait un peu car cela changeait les habitudes : 'Je viens en voiture, c'est tellement plus simple'. Maintenant, je connais beaucoup de salariés qui apprécient d'utiliser cette ligne. Quand on donne aux salariés la possibilité d'utiliser les transports en communs, quand ils existent ou quand on arrive à les construire, ils les utilisent. Le tramway, quelle aberration ! Pourquoi le tramway ne va pas jusqu'à l'hôpital, la gare TGV, la zone d'Agroparc. Les entreprises n'en profitent même pas alors que pourtant, ce sont elles, et leurs salariés indirectement, qui l'ont financé via le versement transport. Sur ces questions, nous faisons des propositions, avec le syndicat CGT des cheminots d'Avignon sur le projet d'étoile ferroviaire, afin d'amener le salarié de bout à bout. Parce qu'aujourd'hui, le salarié qui veut prendre les transports en commun pour aller, ne serait-ce que dans votre secteur vers le parc d'activités de l'aéroport, c'est impossible. Pour aller sur la zone d'Auchan, selon où l'on habite, il faudra prendre plusieurs moyens de transport. Pour aller en Courtine, c'est pareil. »

> « C'est l'aménagement du territoire qui fera que les entreprises reviennent en Vaucluse. »
>
> *Frédéric Laurent*

Roland Paul : « Pour la LEO, je pense que les organisations syndicales peuvent aider parce que nous ne sommes pas arrêtés par des départements. Nous allons voir les collègues des autres régions et des autres territoires qui ont les mêmes objectifs que nous. Et eux, ne sont pas tenus par un carcan administratif. »
Frédéric Laurent : « Il faut arrêter cette pollution que l'on met sur notre département. Le matin, je vois des gens seuls dans leur voiture. Des gens qui viennent du même village, qui vont dans la même entreprise, qui ont les mêmes horaires et qui utilisent deux voitures. Il n'y a pas de moyens adaptés, pas assez d'aires de covoiturage. Il n'y a rien d'incitatif. L'aide à la mobilité ne peut se faire que s'il y a une offre de mobilité. Allons alerter ensemble le préfet sur cette nécessité pour l'entreprise et les salariés de travailler sur ces questions car c'est l'aménagement du territoire qui fera que les entreprises reviennent en Vaucluse. »

Nous avons parlé de mobilité mais il y a aussi des difficultés d'accès au logement pour les salariés et, plus largement, pour l'ensemble des Vauclusiens ?
Frédéric Laurent : « Ce sujet est également fondamental dans un territoire où certaines communes n'ont pas la volonté d'élargir la capacité d'accueil en logement social. Certains maires préfèrent payer des amendes plutôt que de construire ce type de logements. Alors que malheureusement, 75% des populations sont éligibles au logement social dans notre département. Un département où dans certaines zones, la plupart des habitations sont fermés la moitié de l'année, parce que ce sont des lieux dédiés au tourisme. Avec la recrudescence, dans certaines communes comme Avignon, de la présence de location de type Airbnb. Ce qui fait que le salarié qui veut continuer à travailler près d'Avignon, il ne peut plus s'y loger. L'accès au logement devient très compliqué. Les loyers sont très chers par rapport au revenu. Il y

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

a un manque crucial de logements dans le département. Il y a beaucoup de salariés pauvres qui, faute de moyens, vivent dans leur voiture. Les questions de mobilité et de logements impactent directement les possibilités d'emploi. Il y a peut-être 30 000 postes disponibles et 60 000 chômeurs dans le département. Mais certains de ces postes restent vacants car on ne peut pas s'y rendre ou on ne peut pas se loger à proximité, donc on ne les prend pas. »

> « Comment être un territoire attractif si l'on ne peut pas se loger et se déplacer ? »
>
> *Roland Paul*

Roland Paul : « Je suis entièrement d'accord. Comment être un territoire attractif si l'on ne peut pas se loger et se déplacer ? Nous avons la cité des papes, le Festival, Châteauneuf-du-Pape, le Ventoux, les Chorégies, Fontaine de Vaucluse… plein d'atouts culturels ou naturels. Je le constate, de manière générale les gens sont attachés au Vaucluse. Il peut y avoir du mouvement dans les entreprises mais quand tu es à Paris, tu n'as pas le même turnover qu'à Avignon. Les gens qui sont ici veulent rester ici parce qu'ils y sont bien. Mais il y a aussi de la précarité et de la violence. Avignon fait partie des villes qui sont montrées du doigt en France. Toute cette mauvaise publicité n'est pas de nature à attirer les gens. Si je suis venu au Medef, c'est pour tenter de régler quelques trucs. On ne réglera pas tout, mais si on peut en solutionner quelques-uns. Pour cela, il ne faudra pas agir dans son coin mais il faudra le faire ensemble. »

Propos recueillis par Florent De Corbier pour La Marseillaise et Laurent Garcia pour L'Echo du mardi.

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ

Roland Paul, président de GSE et du MEDEF Vaucluse reçoit l'Ordre national du mérite

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



C’est dans l’imposante Bibliothèque-Musée de l’Inguimbertine à Carpentras que Roland Paul a été fait chevalier de l’Ordre national du Mérite par Bertrand Gaume, Préfet de Vaucluse de juin 2018 à août 2022, en présence notamment de la Présidente du Conseil Départemental de Vaucluse, Dominique Santoni et de nombreux décideurs qui comptent dans le Vaucluse.

Et c’est là, justement, dans l’ancien Hôpital de L’Hôtel-Dieu, au pied du Ventoux, qu’il est né en 1965, le discret Roland Paul, ingénieur de formation, manageur, entré chez GSE en 1998, « au moment de la Coupe du Monde de football », et qui est aujourd’hui le président de cette filiale du groupe allemand Goldbeck.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



© GSE

Créée en 1976 par Jean-Pierre Hugues et son frère Michel, GSE est « contractant général » en immobilier d'entreprise. C'est à dire s'occupe de tout jusqu'à la livraison du bâtiment clés en main, depuis la recherche du terrain, le montage financier, la conception des plans, la construction, l'optimisation des coûts jusqu'au respect des délais. GSE dont le chiffre d'affaires s'affiche à 1 milliard € après la crise sanitaire qui a boosté la filière logistique et la construction de sites pour la santé, les énergies renouvelables et l'agroalimentaire.

L'avignonnais GSE passe le cap du milliard d'euros de chiffre d'affaires

« Quand on est reconnu comme une entreprise à mission, ce qui est notre cas, cela nous donne des devoirs » explique Roland Paul. « Il nous faut concevoir des bâtiments qui prennent soin des salariés, où ils se sentent bien, où compte l'humain. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Lui, l'enfant du pays qui, petit, allait ramasser à la main les écrevisses du côté de son village de Beaumont-du-Ventoux, lui qui est allé « voler une fille de la tribu de Bédoin pour l'épouser » et avec laquelle il a eu 3 enfants, il a bien sûr la culture du résultat, mais il veut surtout que ses clients soient satisfaits avec des projets construits sur d'anciennes friches dépolluées, désamiantées, qui ont une faible consommation énergétique, un fort respect de l'environnement, de la biodiversité. D'ailleurs, au siège de GSE à Avignon, où tout est fonctionnel et lumineux, les salariés bénéficient d'un terrain de tennis, d'un autre de pétanque, d'un espace sieste, au coeur d'un écrin de verdure.

> « Quand on est reconnu comme une entreprise à mission, ce qui est notre cas, cela nous donne des devoirs »
>
> *Roland Paul, Président de GSE*

GSE a les plus grands donneurs d'ordre de la planète, Michelin, Mercedes, Alstom ou Coca-Cola. Chez nous, il a construit le Cinéma Capitole du Pontet et ses 11 salles de projection, le siège de Mc Cormick France à Agroparc. En tout il affiche 1 million de mètres carrés construits, c'est dire!

« Vous me faites un cadeau en me demandant de vous remettre ce ruban bleu, 33 mois après avoir quitté le Vaucluse » a reconnu l'actuel Préfet du Nord et la Région des Hauts-de-France « Vos valeurs, tout le monde les apprécie, le sens du travail, de l'effort, de l'engagement, de la parole donnée. Vous êtes au service des autres, vous pensez à leur bien-être, à l'intérêt général, tout cela prouve que vous aimez les gens, Cher Roland Paul » a déclaré le Préfet qui lui a épinglé la médaille de l'Ordre National du Mérite. Evoquant « Buzz l'Eclair » et sa devise « Vers l'infini et au-delà » pour ce PDG dont la société a débuté avec 70 personnes et qui en compte aujourd'hui 650.

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ

Roland Paul est aussi, depuis six mois président du MEDEF 84 et il travaille à faire renaître en Vaucluse le premier syndicat patronal de France. Lui qui est actuellement au coeur de la création et de la commercialisation d'un village d'entreprises de 26 hectares à Entraigues-sur-La Sorgue, « Natura Parc » face à "son" Ventoux.

(Vidéo) Naturaparc : le nouvel écrin du Grand Avignon pour les industries de la naturalité

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Andrée Brunetti

Patrick Martin : le président du Medef ne veut plus que l’on joue avec l’économie



Dans un entretien exclusif accordé à l’association ResoHebdoEco, qui regroupe 26 titres de presse économique régionaux dont l’Echo du mardi, Patrick Martin, le président du Medef se dit préoccupé par le fossé grandissant entre le débat politique et les réalités économiques dans notre pays. Un constat sans concession à l’heure où le gouvernement tente de donner un budget à la France mais surtout davantage de stabilité.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Vous avez, dites-vous, une double lecture de l'année qui vient de s'écouler. Qu'elle est telle ?
« Une première plutôt positive. L'objectif de croissance défini par le gouvernement (1%) est atteint et nous situe plutôt en tête du peloton européen. Dans le même temps, le marché de l'emploi a tenu si nous résonnons sur l'année. Mais nous avons aussi vu, au fil des mois, plusieurs indicateurs se dégrader. Nous avons un énorme 'warning' sur l'investissement des entreprises (-3,5%). Rien que pour tenir la cadence de neutralité carbone à l'horizon 2050, il devrait s'élever à 40 milliards d'euros de plus chaque année. Pour cela, l'investissement global devrait progresser de plus de 10% or ce n'est pas le cas. Et l'origine n'est pas le financement -les banques françaises ont augmenté leur crédit aux entreprises en valeur absolue- mais le manque de confiance dans l'avenir. La dissolution a été un coup de tonnerre pour tout le monde, les dirigeants en particulier. Nous aimons le risque, mais pas l'incertitude. Il est très clair que, compte-tenu de la confusion qui règne dans le paysage politique, beaucoup d'entre nous ont suspendu investissements et recrutement, ce qui pèse sur la croissance. Dès le mois d'août, j'ai alerté sur la situation en annonçant une récession au quatrième trimestre et une détérioration de l'emploi. Il faut urgemment que les politiques prennent conscience de la situation économique qui devient de plus en plus inquiétante ».

> « Nous aimons le risque, mais pas l'incertitude. »

Et génère la dégradation conjoncturelle actuelle ?
« Il y a une dégradation conjoncturelle générale qui s'est confirmée au fil des mois, particulièrement pour les filières construction, automobile, industrie, et leurs métiers périphériques. Sous l'effet direct de décisions politiques inappropriées, tant au niveau de la France que de l'Europe (excès de règlementation, suppression ou non des moteurs thermiques…), nous avons '*sagouiné*' ces secteurs. Seuls 250 000 logements ont été mis en chantier comme… en 1953 où l'on comptait 25 millions d'habitants en moins. De façon moindre, le bloc énorme de la consommation courante a souffert. L'effet facial lié à l'inflation a masqué la baisse des volumes car les chiffres d'affaires progressaient. Et maintenant que nous n'avons plus le cache-misère de l'inflation, nous voyons que la consommation courante, y compris alimentaire, n'a pas redémarré. Par ailleurs, des secteurs comme le digital ou l'ingénierie qui enregistraient une bonne progression en 2024, affichent désormais un ralentissement assez marqué.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



Le président du Medef en visite chez le C reuset. Crédit : Medef

> « Compte-tenu de la confusion qui règne dans le paysage politique, beaucoup d'entre nous ont suspendu investissements et recrutement. »

Quant à l'augmentation des défaillances (plus de 67 000 en 2024 soit un niveau supérieur à 2009 et à 2010-2012) ce qui est plus préoccupant, c'est de voir apparaitre l'industrie (sous-traitance automobile notamment) et le bâtiment (25% des dossiers) parmi les filières concernées et surtout une taille d'entreprise plus importante (les effectifs touchés ont progressé de 25%).
Nous étions sur une bonne dynamique depuis cinq ans : la France était le pays le plus attractif d'Europe en matière d'investissements directs étrangers, d'implantations ou d'extensions d'usines et le pays a été en mesure de créer 2,5 millions d'emplois malgré la covid et le choc énergétique lié à la guerre en Ukraine. Les entreprises françaises étaient parvenues à réduire significativement le taux de chômage. Elles s'étaient également rapprochées de la moyenne européenne en matière de fiscalité. Clairement cette dynamique s'est interrompue. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Mais là n'est pas votre seul motif d'inquiétude…
« Nous sommes effectivement très inquiets sur l'état des finances publiques et les 1 000 milliards d'accroissement de la dette sur les quatre dernières années dont 50 % s'expliquent par le déficit des retraites. La stabilité gouvernementale et sociale a un prix, mais il ne faut pas qu'il soit excessif or ce qui se dessine dans le cadre des projets de loi de finances est plus que préoccupant. Les entreprises vont supporter l'essentiel de l'effort. Soyons clairs : ce n'est pas l'effort en lui-même qui nous pose problème, mais sa charge (13 milliards d'euros de plus, via la surtaxe de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises, le taux sur les bénéfices qui va monter à 35 %…). Nous sommes préoccupés par le fossé grandissant entre le débat politique et les réalités économiques.
Nous avons par ailleurs déjà augmenté la contribution des entreprises de 0,15 à 0,25% de la masse salariale cette année pour faire face aux engagements de l'AGS (*NDRL régime des garanties de salaires, qui prend en charge la rémunération des salariés dans les entreprises en procédures collectives*). C'est le régime le plus favorable d'Europe. Nous assumons nos responsabilités. »

Patrick Martin en bref
-Président du Medef depuis juillet 2023
-Préside, depuis 1994, aux destinées du groupe familial Martin-Belaysoud, créé en 1829 et spécialisé dans la distribution de produits et services pour l'industrie et le bâtiment (3 200 salariés, 1,2 Md€ de chiffre d'affaires. Bourg-en-Bresse. Ain).

Quid de la réouverture du dossier retraites ?
« Elle nous inquiète. Nous ne sommes pas indifférents au mauvais accueil réservé à la précédente réforme, mais cela n'enlève rien au fait qu'elle était déjà insuffisante pour équilibrer nos régimes de retraite. La remettre à plat, c'est recréer de la perturbation, s'exposer au risque ultime qu'elle soit vidée de sa substance et partir en *terra incognita*. Nos régimes sociaux sont à bout de souffle et ne se financent plus. Donc soit démocratiquement nous convenons que nous allons dégrader les prestations sociales, soit nous nous donnons les moyens de les maintenir dans la durée, ce qui impose de rééquilibrer financièrement ces régimes.

> « Remettre à plat la réforme des retraites, c'est recréer de la perturbation, s'exposer au risque ultime qu'elle soit vidée de sa substance et partir en terra incognita. »

Nous sommes sous surveillance de l'Europe et des marchés financiers. La dette publique française est détenue à 54 % par des investisseurs étrangers qui peuvent partir du jour au lendemain. Les mépriser, c'est jouer avec le feu. La retraite, c'est un déterminant. Le risque d'un 'collaps' (*effondrement*) financier n'est pas nul. Nous allons probablement nous prêter au conclave, mais nous serons très alarmistes sur l'impératif d'équilibrer durablement ces régimes qui ont un impact sur le taux d'emploi et la croissance dans le pays. Il faut tout faire pour éviter un scénario à la grecque avec des baisses de 30% pour les retraites ou de 20% pour les salaires. Or les choix politiques courageux sont quasiment impossibles à prendre dans le contexte politique actuel. C'est notre grande inquiétude. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



Patrick Martin (2e en partant de la gauche) en visite dans l'entreprise Givaudan en novembre dernier. Crédit : Medef

Niveau international, il semblerait que nous rentrions aussi dans une grande période d'incertitude ?

« À travers le budget présenté en France, nous allons complètement à contresens de ce que font quasiment tous les autres pays alors que l'Europe est en train de décrocher par rapport aux États-Unis et même la Chine. Plutôt que de prendre des mesures d'économie structurelle de dépenses publiques, le gouvernement va altérer les performances des entreprises et l'attractivité de la France. Nous ne sommes pas dans un monde fini et stable, mais compétitif. Les entreprises étrangères emploient 2,5 millions de salariés dans l'Hexagone et, globalement, 20% des salariés français travaillent directement ou indirectement pour l'exportation. Cela aurait donc des effets très lourds si le commerce international se dégradait, notamment via l'établissement de barrières douanières. Mais ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis n'est que l'amplification de ce qui se passait déjà sous le mandat de Joe Biden et lors du premier mandat de Donald Trump. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

> « Nous demeurons favorables aux traités commerciaux et au libre-échange, mais équitable. Se priver, par principe, des opportunités qu'ils présentent, c'est se priver de croissance et d'emploi. »

Avec un effet d'aspiration de l'économie américaine ?
« Fin 2023, il y avait 110 milliards d'euros d'épargne française investis simplement en bons du trésor américain. Aujourd'hui, ce sont 330 milliards d'euros. Et là, il s'agit de l'épargne des Français ! Les dirigeants aussi investissement prioritairement outre Atlantique car la rentabilité est meilleure, l'énergie deux à trois fois moins cher, la fiscalité plus attractive et le marché en pleine croissance. Mais nous n'allons pas nous regarder 'crever'. Pour nous remuscler, nous voulons que ces données factuelles de compétition économique internationale soient prises en compte par nos décideurs publics. »

Comment ?
« Je suis raisonnablement optimiste s'agissant de l'Europe car, paradoxalement, l'élection de Donald Trump peut nous aider. Désormais, nous n'avons pas d'autre choix que de prendre des décisions. Il faut aller dans le sens de la simplification, parce que l'Europe est une machine à produire des normes. Nous attendons beaucoup de la loi dite 'omnibus' qui vise à réduire les charges administratives et réglementaires pesant sur les entreprises européennes. Il y a une diplomatie économique très active de la part des patronats européens auprès de la Commission et du Parlement. Et cela donne des résultats car nous sommes totalement alignés sur la stratégie de compétitivité que se doit d'avoir l'UE. Nous rêvons que les mêmes causes produisent les mêmes effets en France. Il faut notamment tirer parti de l'épargne massive pour qu'elle serve avant tout à investir dans nos entreprises, encore faut-il que nous soyons compétitifs et rentables. »

> « L'élection de Donald Trump peut paradoxalement nous aider. Désormais, nous n'avons pas d'autre choix que de prendre des décisions. »

L'accord sur le Mercosur a pourtant tendu la perception que nous avions sur l'intérêt d'un libre-échange 'déréglementé' ?
« Nous demeurons favorables aux traités commerciaux et au libre-échange, mais équitable. Pour le Mercosur, il faut probablement revisiter un certain nombre de clauses miroirs pour vérifier qu'il n'y aura pas de concurrence déloyale et que nos standards environnementaux seront respectés. Mais se priver, par principe, des opportunités qu'il présente, c'est se priver de croissance et d'emploi. Si l'Amérique du Nord se ferme pour partie, si la Chine aussi et que nous nous interdisons d'aller commercer avec des zones dynamiques comme l'Amérique latine, où allons-nous trouver notre business ? La France a un déficit commercial chronique et il faut y remédier. Oui, il faut des accords de libre-échange équilibrés. C'est valable pour le Mercosur, comme pour le CETA avec le Canada qui est ultra favorable à l'économie française. Ces sujets sont devenus complètement passionnels et instrumentalisés politiquement. Au final, nous finissons par perdre de vue l'intérêt collectif. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



Patrick Martin

Qu'espérez-vous pour les entreprises françaises en 2025 ?
« Prioritairement : la simplification d'autant que c'est politiquement assez indolore. Il a été chiffré par l'OCDE que la sur-règlementation en France, c'est-à-dire des normes qui ne servent à rien à part créer des contraintes supplémentaires, coûte 2% du PIB soit 60 milliards d'euros ! L'énergie est aussi un autre sujet essentiel avec, au premier chef, le prix de l'électricité. Il y a des avancées, notamment dans les négociations avec EDF, et nous sommes relativement confiants. Mais un industriel ne décide pas de ses investissements du jour au lendemain. Il faut donc clarifier ce sujet, en veillant à aller dans le sens d'une meilleure compétitivité.
Enfin, il faut remettre à plat tout le financement de la protection sociale et renvoyer à la fiscalité une partie de ces charges sociales qui pèse trop sur les entreprises et sur les salariés. Il faut redonner de l'oxygène aux dirigeants pour investir et redonner des marges de manœuvre pour revaloriser les salaires nets. Il faut trouver une solution alors que la situation politique ne réunit pas les conditions de décision aussi structurelles qu'indispensables. »

Réalisé par Hélène Vermare (Groupe Ecomedia) et Laurent Garcia (Echo du Mardi)

Le Medef en chiffres
Descendant de la Confédération générale de la production française (CGPF) fondée en 1919, le Medef (Mouvement des entreprises de France) regroupe plus de 200 000 entreprises, soit 70% du patronat français.
« Le Medef est parfois perçu comme le représentant des seules grandes entreprises du CAC 40, mais il l'est bien de toutes. Pour preuve, l'effectif moyen de nos adhérents s'élève à 47 salariés », explique

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Patrick Martin qui constate actuellement une montée en puissance du militantisme patronal. « En cinq ans, une vingtaine de fédérations de branches ont rejoint le Medef et nous disposons de 119 Medef départementaux et régionaux y compris en Outre-Mer. Nous sommes ainsi en prise directe avec les entreprises de nos territoires et disposons d'une vision de la situation économique et sociale en temps réel. »



Roland Paul, nouveau président du Medef de Vaucluse (au centre) avec Patrick Martin (à droite) et Jean-Louis Maurizi, président du Medef Sud (à gauche) complète les propos de son président national en évoquant la situation dans le département. L'occasion également pour lui de dresser les grandes lignes de son action dans les mois à venir.

Alors que le Medef s'inquiète d'une dégradation de la compétitivité des entreprises françaises, qu'elle est la situation en Vaucluse ?

« La situation en Vaucluse se tend. En 2024, il y a eu 712 ouvertures de procédures collectives dont 365 concernent directement des liquidations judiciaires. Ces procédures concernent 1205 salariés. Les secteurs les plus touchés sont la construction, le commerce et la restauration. La situation politique nationale ne créé pas un contexte favorable pour nos entreprises qui gèlent les investissements et les éventuelles embauches. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Vous êtes désormais à la tête du Medef 84 depuis quelques mois, quels sont les grands dossiers locaux que vous souhaitez impulser cette année ?
« Nous souhaitons mettre le Vaucluse au centre de nos actions, travailler sur ce qui peut favoriser le développement économique et faire s'installer des entreprises. Pour cela, nous devons plus que jamais connaitre les disponibilités foncières du département, les recenser et pouvoir aiguiller ces entreprises. Il est nécessaire de renforcer le dialogue avec les élus locaux, notamment dans un contexte de foncier rendu toujours plus rare, notamment du fait de la loi ZAN. Nous devons également travailler de concert avec le conseil départemental sur le volet insertion afin que les bénéficiaires du RSA retrouvent une activité. »

Au-delà de 2025, quel est le cap que voulez donner au patronat vauclusien pour ces prochaines années ?
« Le patronat vauclusien a souffert de divisions durant des années et la nouvelle génération d'entrepreneurs ne s'est pas toujours identifiée dans les organisations patronales. Il est aujourd'hui nécessaire de les convaincre de s'engager ; pour cela il faut des institutions fortes, des sujets innovants. C'est dans cette optique que nous allons créer le COMEX 40, destiné aux dirigeants de moins de 45 ans. Il s'agit de constituer un laboratoire d'idées au service de toute la communauté des entrepreneurs, faire émerger une nouvelle génération de dirigeants engagés au service de l'action collective.
Enfin, il faut casser les barrières entre le secteur de public et celui du privé, les entreprises et les élus locaux doivent se parler et travailler ensemble afin d'avoir plus de poids. Il est nécessaire que les entreprises soient mieux associées aux décisions politiques. Le Medef Vaucluse est une organisation interprofessionnelle qui doit jouer ce rôle de médiateur auprès des pouvoirs publics. C'est en jouant collectif que le Vaucluse pourra peser plus dans notre région. »

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



Roland Paul, président de GSE, est le nouveau président du Medef Vaucluse. Elu pour un mandat de 3 ans, il succède à Jean-Louis Maurizi, président du Medef Sud, qui assurait l'intérim depuis juin dernier. Si l'élection du patron avignonnais d'une des plus belles entreprises du département lors de l'assemblée générale du mouvement qui vient de se tenir à la Collection Lambert n'est pas une surprise, elle devrait cependant mettre un terme à la reprise en main par les instances nationales de la gouvernance locale du Mouvement des entreprises de France en Vaucluse.

Juste avant l'été le syndicat patronal avait dépêché plusieurs de ses dirigeants nationaux et régionaux pour venir mettre de l'ordre au sein du Medef 84. A cette occasion, c'est Bruno Arcadipane, premier vice-président du Medef national en charge des adhérents, qui avait endossé le rôle du 'nettoyeur'. « Cela s'est bien passé. On a tourné la page de façon propre », précisait-il alors.
Celui qui est aussi président d'Action Logement nous avait également expliqué que lorsque Patrick Martin, le nouveau président national du Medef élu en juillet 2023 « avait fait le tour d'horizon des territoires où il y avait des problèmes à régler, le Vaucluse était apparu en haut de la pile des priorités. Il

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

était, de ce fait, indispensable de recréer une dynamique. Ce territoire, avec la qualité des entreprises et son tissu économique qui le composent, le mérite. Il est donc important que le Medef retrouve sa place. »
Un nouveau départ qui a pris la forme de la création d'une nouvelle association, la mise en place de 12 administrateurs, d'un conseil d'administration enrichi au fil des semaines ainsi que la récupération des divers mandats patronaux comme l'Urssaf, la CPAM, la Caf, les prud'hommes…
« Désormais, nous allons veiller à ce que le Medef Vaucluse respecte bien les statuts et l'éthique du national », avait ensuite fermement annonçait Bruno Arcadipane.

> Patronat : le Medef Vaucluse tourne la page de l'UP-Medef 84

Un signe déjà ? C'était dans les locaux 'modèles' du siège social de GSE dans la zone d'activité de l'aéroport de la cité des papes que s'était tenu cette première AG ayant débouchée sur la désignation de Jean-Louis Maurizi.

Près de 6 mois plus tard, c'est donc le président de GSE qui a pris en main les destinées du Medef 84. Pour l'occasion, le nouveau patron des patrons vauclusiens a même été adoubé par Patrick Martin. Le président du Medef national est ainsi venu en personne visiter le siège de GSE, puis l'entreprise Naturex, leader mondial des ingrédients naturels issus des plantes basé dans la zone d'Agroparc à Avignon, avant d'assister à l'AG du Medef 84 et l'élection de son nouveau président local.

> « Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse. »
>
> *Patrick Martin, président du Medef*

« Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse, se réjouit d'ailleurs Patrick Martin. Nous sommes convaincus que le Vaucluse et ses entreprises ont besoin d'un Medef départemental puissant et dynamique. Je suis absolument ravi que Roland Paul se soit présenté, qu'il ait été élu, parce qu'il fait partie des chefs d'entreprise les plus emblématiques de ce département, et également au niveau national. C'est de très bon augure pour l'avenir de ce Medef. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



Avant de participer à l'AG du Medef Vaucluse, Roland Paul a fait découvrir le siège de la société GSE au président national ainsi qu'aux principaux acteurs économiques du territoire. ©LG/L'Echo duMardi

« Ce que l'on pouvait reprocher à l'ancienne structure, c'est qu'elle avait oublié ce qu'était le rôle du Medef, confie pour sa part Jean-Louis Maurizi. Elle gérait surtout les mandats, mais elle avait oublié que le principal rôle d'un Medef territorial, c'est d'être là pour les adhérents. C'est-à-dire d'aller d'abord à la rencontre des entreprises, leur dire pourquoi il était important qu'elles adhèrent afin de bénéficier des réseaux du Medef en matière de développement de la formation professionnelle ou de l'apprentissage par exemple. »
Et le président du Medef Sud d'insister : « il fallait reconstruire cette relation avec les adhérents. C'est pour cela que nous avons pris la décision de rebâtir à zéro ».

« Je n'étais pas dans ce monde, reconnaît en toute franchise Roland Paul, mais développer une entreprise, ça, je connais un petit peu. GSE a beaucoup été mis sous les projecteurs grâce au territoire, et que c'est aussi un principe de réciprocité que de venir donner de son temps pour aider à ce que le territoire se développe. »
Celui qui s'est toujours pleinement consacré à son entreprise et qui avoue avoir hésité à accepter cette présidence par crainte de ne pas avoir assez de temps pour s'occuper pleinement de ses nouvelles fonctions rappelle que nous vivons « une période qui n'est pas des plus simples actuellement. Où il est plus facile de promettre de la sueur et des larmes que du succès. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

« Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire. »

Pourtant, celui dont la devise pourrait être 'Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire' constate que pendant longtemps GSE a travaillé sur les territoires mais pas avec les territoires. « Aujourd'hui, plus ça va, plus on travaille avec les territoires. Et si on ne travaille pas avec les territoires, cela ne fonctionne pas. »
Ce fils d'un paysan du Ventoux a donc compris que quand on porte un projet, il faut que tous les acteurs de ce territoire soient alignés pour que ce projet se développe.



Roland Paul est élu pour un mandat de 3 ans à la présidence du Medef de Vaucluse. ©DP/L'Echo duMardi

« L'ambition que j'ai pour notre cher Vaucluse, c'est de faire en sorte que l'on se fédère tous autour du projet du territoire. Que l'on travaille tous ensemble, à la fois la Région, les chambres de commerce, le Medef bien sûr, mais aussi tous les acteurs économiques et les collectivités locales. »
Enfin évoquant les 'dissensions' qui peuvent survenir dans le monde patronal vauclusien, Roland Paul coupe court : « Ces petites guerres que je ne connais pas d'ailleurs, il ne faut plus qu'elles existent. Que l'on travaille ensemble pour développer, pour développer ensemble. Globalement, quand on travaille pour

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

créer de la valeur commune, tout le monde s'y met. Je n'ai aucun doute là-dessus. »

> « Pour construire, il faut une stabilité. »
>
> *Patrick Martin, président du Medef*

Lors de cette assemblée générale vauclusienne, Patrick Martin en a également profité pour évoquer la situation nationale des entreprises en France. « Nous constatons un panorama politique plutôt inquiétant parce qu'on ne voit pas une trajectoire très claire. Nous, entrepreneurs, ce qui nous importe, c'est de construire. Et pour construire, il faut avoir des perspectives, il faut avoir une stabilité. »
« En tant que partenaire social et premier mouvement représentatif des patrons, nous voulons contribuer à ce que le pays s'apaise d'abord », poursuit le président du Medef qui rappelle cependant que « c'est quand même bien nous qui créons la richesse. C'est nous qui créons l'emploi. C'est nous qui sommes à l'origine du pouvoir d'achat et que donc, il ne faut rien faire pour entraver la dynamique entrepreneuriale. »



Réunis à la Collection Lambert où ils ont été accueillis par son directeur, François Quintin, les adhérents du 'nouveau' Medef de Vaucluse ont élu leur nouveau président. ©LG/L'Echo duMardi

Pour Patrick Martin, qui représente 200 000 entreprises et 10 millions de salariés en France, l'élection

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

de Donald Trump aux Etats-Unis devrait engendrer un monde un peu plus compétitif chaque jour. Dans cette conjoncture, il déplore « un décrochage en termes de performances économiques, de performances sociales, de performances environnementales de l'Europe et de la France par rapport au reste du monde ».
« Nous appelons de nos vœux une prise de conscience collective pour éviter de prendre des mesures qui iraient à l'encontre de la dynamique économique et qui pourraient se traduire par des destructions d'emplois. Il commence déjà à y avoir des destructions d'emplois dans le secteur privé. Nous, nous avons plein de projets, nous avons plein d'ambitions. Il faut faire confiance aux entreprises, il faut leur laisser les moyens de se développer. »

> « L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. »

Conscient de la dégradation des finances publiques, le patron des patrons français ne veut pas que cela se fasse au détriment des entreprises. « Les entreprises françaises, les grandes, les moyennes, les petites, sont déjà les plus taxées au monde, insiste-t-il. Mais si l'argent n'est plus dans les poches des entreprises, il ne sera pas consacré à l'investissement, l'emploi, les hausses de salaires… »
« L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. Et quoiqu'en disent certains commentateurs, de bonne ou de mauvaise foi, l'entreprise est considérée par nos concitoyens comme étant la hauteur de ses responsabilités en matière économique, en matière sociale, en matière environnementale de plus en plus, en matière sociétale. Donc, il est important que la voix de l'entreprise, qui quand même est à l'origine de la création de richesses, de la création d'emplois, soit mieux entendue dans le débat public et la décision publique. Mais franchement, si les entrepreneurs, dont toute leur diversité, étaient mieux considérés dans ce pays, j'affirme que le pays marcherait mieux. »

A la découverte de Roland Paul et de GSE

Président de GSE depuis 2019, Roland Paul était auparavant directeur général de la société vauclusienne fondée en 1976 par Jean-Pierre et Michel Hugues, deux frères architectes. En 2019, c'est la société de construction allemande Goldbeck qui reprend GSE.

Aujourd'hui, l'entreprise avignonnaise spécialiste de l'immobilier d'entreprise vient de réaliser un chiffre d'affaires annuel de 875,5M€, après avoir franchi le cap du milliard d'euros de CA l'année précédente. Elle emploie 619 collaborateurs, dont 387 ingénieurs. GSE dispose de 12 agences en France, dont son siège de la cité des papes regroupant près de 200 salariés. Elle est aussi implantée dans 5 pays d'Europe.

Société à mission depuis juillet 2023, classée parmi les entreprises les plus performantes en matière de RSE et développement durable, GSE est aussi particulièrement impliquée dans le bien-être de ses employés : 87% recommandent fortement leur entreprise. Depuis sa création, la société vauclusienne a construit 21 millions de m2 d'immobilier d'entreprise dont les usines Juste bio à Carpentras et Charles & Alice à Monteux ou bien encore le siège de Claranor à Avignon ou la mûrisserie de fruits exotiques de Westfalia à Graveson.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

« On construit des usines un peu partout en France actuellement et pas qu'à Paris », se félicite le nouveau président du Medef 84.

BTP de Vaucluse : Jacques Brès vient de décéder à l'âge de 71 ans



Après avoir longuement lutté contre la maladie, Jacques Brès, inlassable entrepreneur, ancien président de la Fédération du BTP et de l'Union Patronale-Medef de Vaucluse, vient de décéder ce samedi 10 février. Ses obsèques auront lieu ce vendredi.

A peine diplômé de l'Ecole supérieure d'électronique de Bordeaux, le jeune Jacques Brès installe le 1er système d'échographie à Orsay dans l'Essonne. A 25 ans, il crée son entreprise Brès SA électricité à Venasque. Petit à, petit, il prend en parallèle des responsabilités dans les instances professionnelles, comme en 1998, quand il devient administrateur de la Fédération du BTP 84. L'année d'après, il se

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

retrouve président du GEIQ (Groupement des employeurs par l'insertion et la qualification) du bâtiment et des travaux publics, avec 150 emplois à la clé.
Son intérêt pour les autres, son implication dans le monde professionnel se poursuit en 2003 quand il arrive à la tête du Centre de formation BTP des apprentis « Florentin Mouret » à Avignon, le plus important de France, avec 1 500 élèves par an. 2007 le voit accéder à la présidence de la Fédération du BTP 84. En 2011, il est vice-président délégué de la CCI 84 et 2014 'patron des patrons' au Medef Vaucluse.

Prix Moniteur de la construction en 2010

Comme l'a déclaré le Colonel Michel Grange, président de la SMLH (Société des Membres de la Légion d'Honneur) quand il a accroché le ruban rouge à sa boutonnière en 2021, « Jacques Brès a consacré 45 de sa vie à ses activités professionnelles et ses mandats électifs totalement bénévoles. Sensibilisé à la responsabilité sociale de son entreprise, il était très attentif au bien-être de ses 35 salariés,. Il avait d'ailleurs obtenu en 2010 « Le Prix Moniteur de la construction ». Il avait lancé en 2008 avec la Préfecture, la Région Sud, le Département et Pôle-Emploi « La plateforme Emploi – Formation – Recrutement BTP » à destination des plus précaires, les jeunes, les femmes, les bénéficiaires du RSA, les demandeurs d'emploi et les séniors, pour qu'ils retrouvent leur dignité en se réinsérant dans la vie active ».
Impliqué dans le logement, l'emploi, l'aménagement du territoire, la protection de l'environnement, les économies d'énergie, il avait engagé la fédération du BTP dans un vaste programme de lutte contre le travail clandestin, la concurrence déloyale, les pratiques de dumping dangereuses pour la survie des entreprises. Un homme de caractère, droit, rigoureux qui ne jurait que par l'éthique et la loyauté.

Un engagement fort auprès des jeunes apprentis

Jacques Brès avait également signé un partenariat avec le 2e REG de Saint-Christol (Régiment étranger du génie) pour assurer la reconversion et le reclassement des personnels militaires après le démantèlement des missiles du Plateau d'Albion. Il s'était aussi engagé avec la fédération du BTP aux côtés de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur pour parrainer de jeunes apprentis démunis et méritants.
Il n'a compté ni son temps, ni son énergie, ni ses forces pour aider les autres, les faire profiter de son expérience et de sa bienveillance. Il s'est battu jusqu'à son dernier souffle. Mais au bout d'années et d'années de lutte, la maladie a fini par l'emporter ce samedi 10 février au matin. Il avait 71 ans.
A son fils François-Xavier à qui il a transmis son entreprise, ses valeurs de respect des valeurs du travail et des salariés, à sa fille Charlotte avocate et à sa femme Sylvie, présidente du Conseil des Prud'hommes d'Avignon, la rédaction de l'Echo du Mardi, présente ses sincères condoléances.
Les obsèques devraient avoir lieu le vendredi 16 février à 15h à l'église de Méthamis.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Medef Vaucluse : pour une meilleure protection chômage des chefs d'entreprise



Jeudi 7 décembre prochain, le Medef de Vaucluse organise une matinale sur le thème de la protection chômage des chefs d'entreprises (voir les informations pratiques en fin d'article). Animée par l'association GSC, en partenariat avec le cabinet avignonnais Axio Avocat et la société d'avocat avignonnaise Baroso & Tricarico, ce rendez-vous vise à évoquer la sécurisation de l'avenir des chefs d'entreprises. En effet, contrairement aux salariés, les entrepreneurs sont rarement couverts par Pôle emploi et les conséquences peuvent être importantes pour eux et leurs proches.

504 patrons vauclusiens au chômage

En 2022, 504 chefs d'entreprise vauclusiens ont ainsi perdu leur activité professionnelle. Un chiffre en hausse de 44% par rapport à l'année précédente alors que cette augmentation s'élève à 25,4% pour la moyenne régionale.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026

Actuellement au niveau national, près de 140 chefs d'entreprise perdent désormais leur emploi chaque jour. Ainsi, 25 296 chefs d'entreprises ont perdu leur emploi entre janvier et juin 2023, soit une hausse de 36,6% par rapport au semestre de l'année précédente.
« S'assurer, c'est aussi se permettre de reconstruire un projet sans engager ses biens personnels et sans impacter sa vie de famille. »

Face à cela, GSC propose donc des solutions de protection chômage des indépendants imaginées il y a 40 ans par les syndicats patronaux. « L'assurance volontaire qu'elle promeut permet aux entrepreneurs et mandataires sociaux de percevoir un revenu en cas de perte d'emploi », expliquent les organisateurs de cette matinale qui se déroulera à partir de 8h15 au Château Saint-Laurent à Morières-lès-Avignon.
« S'assurer, c'est aussi se permettre de reconstruire un projet sans engager ses biens personnels et sans impacter sa vie de famille », poursuivent les intervenants de GSC.

Le Medef à la RUE
Cette matinale fait suite à plusieurs autres opérations que le Medef 84 a proposé ces dernières semaines. Tout d'abord, l'organisation patronale vauclusienne est devenue partenaire du dispositif RUE (Rapprochement université/entreprise) dont le Medef-Sud est l'un des financeurs. Cet outil, qui découle de l'une des missions de l'association Recherche et Avenir, permet de mettre en relation les entreprises avec les laboratoires de recherche et les plateformes technologiques universitaires ainsi que les grandes écoles afin de trouver des solutions dans les domaines scientifiques et techniques. RUE est le seul dispositif dont l'accompagnement est gratuit pour les entreprises car ilsubventionné par les acteurs de l'innovation en Région Sud où sont implantés 195 laboratoires regroupant 27 000 chercheurs.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



Sensibilisation à la cybersécurité des adhérents du Medef 84 avec la gendarmerie de Vaucluse.

Cybersécurité avec la gendarmerie

Fin novembre, une quinzaine d'entreprises membres du Medef 84 ont aussi participé à une réunion de sensibilisation sur la cybersécurité. Une rencontre animée par l'officier prévention, le référent sûreté et un réserviste spécialiste cyber de la gendarmerie de Vaucluse. L'occasion pour ces derniers de présenter comment adopter des cyber-réflexes en expliquant comment faire face à divers types d'attaques, en utilisant les bons outils et en adoptant les comportements adéquats pour assurer la protection d'un site internet.

A la chasse aux stéréotypes professionnels

Enfin, jusqu'à la fin de l'année 2023, le Medef 84 participe à l'initiative 'clash tes stéréotypes' visant à déconstruire les préjugés que les élèves auraient du monde professionnel afin de rendre ces secteurs plus attractifs.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 9 novembre 2026



Les lycéens de l'Arc d'Orange en visite au centre de valorisation Alcyon à Bollène.

Dans ce cadre, 5 établissements scolaires vauclusiens vont visiter des entreprises locales et échanger avec les collaborateurs pour découvrir leurs métiers. Des rencontres qui ont déjà débuté avec le déplacement de lycéens de l'Arc d'Orange au centre de valorisation des déchets d'Alcyon à Bollène, ceux du lycée Philippe-de-Girard d'Avignon à la clinique du Lavarin à Avignon et des collégiens de la Salle-Saint-Charles de Cavaillon chez les transports Czimer à Cavaillon. Ces visites se poursuivront avec le collège Saint-Louis d'Orange au magasin Leroy Merlin d'Avignon et le lycée Ismaël-Dauphin de Cavaillon sur les sites Mc Cormick-Ducros à Monteux.

L.G.

« La protection chômage des chefs d'entreprises ». Jeudi 7 décembre. A partir de 8h15. Château Saint-Laurent. 1847, route de Noves. Morières-lès-Avignon.
Inscription obligatoire sur ce lien

Contact : www.upvaucluse.com – 04 90 88 08 41 – aurelie.lecaudey@upmedef84.fr